

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

Pontoise, le 14 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ARGEVAL (ex COFELY GDF SUEZ) ARGENTEUIL**

3 rue Ambroise Croizat  
95100 Argenteuil

Références : 2023/0227  
Code AIOT : 0006506715

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement ARGEVAL (ex COFELY GDF SUEZ) ARGENTEUIL implanté Z.I. d'Argenteuil 17 rue de l'Angoumois 95100 Argenteuil. L'inspection a été annoncée le 08/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite se déroule dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées (ICPE).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARGEVAL (ex COFELY GDF SUEZ) ARGENTEUIL
- Z.I. d'Argenteuil 17 rue de l'Angoumois 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006506715
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est constitué de 4 chaudières alimentant le réseau de chaleur d'Argenteuil.

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 3.2.71	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Utilisation rationnelle de l'énergie et efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 2.7.3	/	Sans objet
2	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 3.2.71	/	Sans objet
4	Surveillance par un organisme extérieur des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 3.2.7.3	/	Sans objet
5	Valeurs limites d'émissions des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 4.3.9.3	/	Sans objet
6	Valeurs limites d'émergence	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 6.3.1	/	Sans objet
8	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.2.2	/	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.5.1	/	Sans objet
10	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.5.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
12	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	/	Sans objet
13	Utilisations identifiées pertinentes FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
14	Moyens d'extinction FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
15	Précautions pour la protection de l'environnement FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
16	Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
17	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite est globalement satisfaisante dans le sens où seules deux non-conformités non majeures ont été constatées sur 17 points de contrôle. Il est attendu que l'exploitant mette notamment en place un registre des stocks, et une mesure semestrielle des poussières.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Utilisation rationnelle de l'énergie et efficacité énergétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 2.7.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Utilisation rationnelle de l'énergie et efficacité énergétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait réaliser, par une personne compétente, tous les dix ans à compter de la notification du présent arrêté, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie.</p> <p>Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.</p> <p><b>Constats :</b> La date d'échéance de cette prescription est le 06 février 2024.  L'exploitant indique que cette étude a déjà été réalisée, à l'occasion de la préparation du dossier d'autorisation environnementale pour l'extension de la chaufferie en cours d'instruction à date de la rédaction du présent rapport (l'étude en question figure en annexe 3 du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale).  L'exploitant présente à l'inspection les principaux résultats de cette étude (suivi par tableau de bord, maintenance révisée, compteurs pour chaque sous-station).  Il indique qu'une partie du réseau de chaleur servi par la chaufferie est relativement récent (2014), et que l'ensemble réseau et chaufferie est donc relativement performant comparativement à l'état de l'art.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 3.2.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les concentrations en NOx et en CO, la teneur en oxygène, la température et la pression des gaz résiduels sont mesurées en continu.  [...] Les résultats de cette autosurveillance sont transmis au minimum trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p><b>Constats :</b> Les résultats d'auto-surveillance transmis par l'exploitant via GIDAF, et portant sur les concentrations en NOx, en CO, la teneur en oxygène, la température et la pression des gaz résiduels ne relèvent pas de dépassement, à l'exception de dépassements survenus en janvier 2022. Ces dépassements, survenus les 24 et 25 janvier 2022, portent sur le paramètre CO pour la chaudière n°1 (177,7 mg//Nm3 et 110 mg/Nm3 atteints respectivement, pour une VLE de 110 mg/Nm3.)  L'exploitant indique que ces dépassements sont survenus lors d'essais de réglages de la chaudière, et ont été immédiatement résorbés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 3.2.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure semestrielle des concentrations en SO <sub>2</sub> et en poussière sont effectuées et une estimation journalière des rejets en SO <sub>2</sub> est réalisée à partir de la teneur en soufre du combustible et des paramètres de fonctionnement de l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant justifie une mesure annuelle, et non semestrielle, des concentrations en SO <sub>2</sub> .  L'estimation journalière des rejets en SO <sub>2</sub> , réalisée à partir de la teneur en soufre du combustible et des paramètres de fonctionnement de l'installation n'était pas réalisée à date par l'exploitant. Par mail du 03/03/2023, l'exploitant a transmis cette information.  Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Surveillance par un organisme extérieur des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 3.2.73
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par un organisme extérieur des émissions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait effectuer au moins une fois des mesures en SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , poussières, CO, HAP et COV par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou s'il existe pas, accrédité par le COFRAC ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être réalisé en même temps que le contrôle annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le rapport 2022 (référence CKL22/1/402PR01 réalisé par Kali'Air). Le rapport identifie des écarts sur la vitesse d'éjection. Ceux-ci sont dus au fait que les chaudières ne fonctionnaient pas à leur régime nominal. La vitesse minimale d'éjection étant applicable à puissance nominale, l'inspection ne retient pas ces écarts.  L'exploitant présente le rapport 2021 (référence 194614025B21S-R01 réalisé par l'APAVE), qui ne présente pas d'écarts.  L'inspection note que l'exploitant fait réaliser les mesures d'autosurveillance au moins une fois par an par un organisme agréé, comme exigé par la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Valeurs limites d'émissions des eaux industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 4.3.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux industrielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux usées industrielles (point n°2), les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :
<b>Constats :</b> Par sondage, l'inspection a vérifié à partir des données transmises par l'exploitant sous GIDAF pour l'année 2022, que le point de rejet n°2 (correspondant aux eaux industrielles), ne présentait pas de dépassement par rapport aux VLE spécifiées ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Valeurs limites d'émergence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 6 mois suivant la mise en service de l'installation, puis au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.  [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le rapport 22530LSO2050500LR1 établi en mars 2023. Il conclut à la conformité de l'installation au niveau des émissions sonores. Le site n'est pas concerné par une ZER ou la tonalité marquée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des stocks des produits présents sur le site, auquel est annexé un plan général des stockages. [...] Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'Inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas disposer de stocks de produits dangereux et ne pas avoir de registre. Il indique utiliser périodiquement deux produits dangereux, se fournir en flux tendu et ainsi utiliser immédiatement les produits commandés (injectés dans le réseau).  L'exploitant présente un bon de commande de ces produits, permettant d'estimer la quantité annuelle de produits utilisée sur le site.  L'inspection vérifie visuellement lors du tour de site l'absence de stocks de produits dangereux.  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place ce registre, quand bien même il fait état d'un stock nul.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Zonage des dangers internes à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zonage des dangers internes à l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique, ou le maintien en sécurité de l'installation.  L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui la concerne. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a bien présenté le plan de zonage prévu par la disposition ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 9 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le rapport 194614026222J001 daté du 30/12/2022, listant 5 écarts. L'exploitant documente correctement leur résorption comme demandé dans la prescription ci-dessus.  L'exploitant présente également un rapport interne, daté du 01/12/2022, portant spécifiquement sur la surveillance du poste HT effectué par ultra-sons. Ce dernier ne relève pas de déficiences.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Rétention et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention et confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées et traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.  Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. [...] <p>Le confinement des eaux d'extinction d'incendie est réalisé par un bassin de rétention permettant de recueillir 142 m<sup>3</sup> d'eau.</p> [...]
<b>Constats :</b> Par sondage sur un regard, l'inspection constate que les réseaux sont correctement entretenus. L'inspection constate que le bassin de rétention permettant de recueillir 142 m <sup>3</sup> est bien disponible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Langue FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les FDS des produits SN-2001 et SH-7007, périodiquement utilisés sur le site.  Celles-ci sont bien rédigées en français.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Coordonnées fournisseur FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
<b>Constats :</b> Les FDS présentées par l'exploitant (SN-2001 et SH-7007) comportent bien les informations visées par la prescription ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Utilisations identifiées pertinentes FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise le produit dans les conditions indiquées comme « utilisations pertinentes » sur la FDS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Moyens d'extinction FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> Les moyens d'extinction à disposition sur site sont cohérents avec les moyens d'extinction recommandés sur les FDS des produits SN-2001 et SH-7007.  La prescription contrôlée est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Précautions pour la protection de l'environnement FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> Les moyens de précautions pour la protection de l'environnement sont cohérents avec les moyens recommandés sur les FDS des produits SN-2001 et SH-7007.  La prescription contrôlée est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> Les méthodes et matériel de confinement et de nettoyage à disposition à proximité immédiate du lieu d'usage des produits sont cohérents avec les moyens recommandés sur les FDS des produits SN-2001 et SH-7007.  La prescription contrôlée est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Conditions de stockage FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> Les conditions de stockage déployées sur le site sont cohérentes avec les éléments recommandés sur les FDS des produits SN-2001 et SH-7007.  La prescription contrôlée est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet